

## RESPONSABILITES

Le CDFN de la FSU se réunit dans une période exceptionnellement lourde de tensions de toutes natures et à toutes échelles.

Le contexte international, avec la guerre en Ukraine, pèse très lourdement sur le paysage politique, économique et social mondial, européen et spécifiquement français en raison du calendrier électoral, et alors qu'un énième rebond de l'épidémie de covid s'esquisse.

L'agression du régime dictatorial de Vladimir Poutine contre l'Ukraine, est une nouvelle illustration des rapports de forces mondiaux qui favorisent la montée des nationalismes. Partout des dirigeants autoritaires, derrière des discours idéologiques de toutes natures - ethniques, historiques, religieux... -en réalité pour mieux consolider leur pouvoir mais aussi sécuriser leur prédation des ressources, se livrent à des menées agressives contre l'étranger ou leur voisinage proche, qu'il s'agisse de la Chine, de l'Inde, de l'Arabie Saoudite, de l'Iran ou de la Turquie, sans oublier la tragédie sans fin de la Palestine.

L'horreur de la guerre à nos portes ne nous fait pas oublier que cette logique de rapports de forces et d'accaparement des richesses, par des dirigeants politiques mais aussi par des oligarques et des multinationales partout dans le monde, nourrit non seulement les conflits, mais aussi l'emballement de la crise climatique, comme elle provoque la détresse de millions d'humains transformés en migrants.

Le mouvement syndical français, et immédiatement la FSU, a dit fortement sa condamnation de l'invasion de l'Ukraine, son exigence d'un cessez le feu, du retrait des troupes russes et sa solidarité avec le peuple ukrainien, tout comme avec le peuple russe qui désapprouve et s'oppose au gouvernement kleptocratique et belliciste de Vladimir Poutine.

La FSU est favorable à l'accueil des réfugié.es qui fuient la guerre, et n'accepte aucune pratique sélective entre migrant.es quelle que soit leur origine. A cet égard, la poursuite d'expulsions de personnes voire de familles entières est intolérable – encore récemment le jeune Oumar Dembele, auquel le congrès de Metz avait apporté son appui, vers le Mali – et doit être dénoncée.

Ce retour de la guerre en Europe, près de 80 ans après la fin de la Deuxième guerre mondiale, 30 ans après les déchirements de l'ex Yougoslavie, rappelle qu'en dépit de la construction européenne, la paix et la démocratie ne sont jamais des acquis définitifs, mais des conquêtes à maintenir et approfondir constamment.

Les conséquences en sont lourdes : un climat de tension internationale jamais vu depuis la fin de la Guerre Froide, une situation économique et sociale dominée par la menace sur les approvisionnements en produits énergétiques et alimentaires, avec le spectre de possibles pénuries et déjà des hausses de prix considérables notamment sur le carburant ou l'électricité, très difficiles à vivre pour les salarié.es notamment les plus pauvres, enfin une séquence politique très favorable, dans une atmosphère d'anxiété généralisée, à la reconduction du pouvoir en place.

En effet, nul besoin d'analyses très fines pour constater, sondages certes toujours critiquables à l'appui, que le président Emmanuel Macron tire profit de la crise internationale pour distancer ses rivaux, sans du reste faire véritablement campagne ou préciser ses objectifs pour les prochaines années, ce qui n'est pas sans poser un vrai problème démocratique.

La division et la fragmentation maintenues de la Gauche, tout comme le ralliement d'une partie de la Droite républicaine au président sortant, contribuent comme c'était prévisible à faire de l'extrême

Droite nationaliste, xénophobe et raciste l'adversaire probable d'Emmanuel Macron pour le second tour.

Pour Unité et action, la FSU devra s'exprimer dès avant le premier tour pour rappeler ses exigences concernant notamment le renforcement des services publics, et bien sûr de l'Education, l'arrêt des attaques de toutes natures contre la Fonction publique d'Etat, hospitalière comme territoriale et ses agent.es, pour dresser un bilan sévère car réaliste des cinq années de politiques de la majorité LREM, marquées par la soumission au libéralisme et de graves dérives liberticides, et enfin pour dire son refus de toute perspective d'accession d'un ou d'une candidat.e issu.e de l'extrême Droite à la présidence de la République.

Dans cette période si difficile, les responsabilités du syndicalisme sont donc fortes. Outre la défense des valeurs républicaines menacées – et comment ne pas voir la multiplication des violences verbales et de plus en plus souvent physiques opérées par les nervis des différentes chapelles nationalistes et fascistes – le syndicalisme doit ramener au centre des débats démocratiques les enjeux de justice sociale et environnementale.

C'est bien l'écrasement des plus faibles par les logiques libérales et la course aux profits, qui constituent le principal terreau des idéologies anti démocratiques et anti humanistes, hier comme aujourd'hui.

C'est pourquoi les luttes impulsées par le syndicalisme, en lien avec le monde associatif, sont déterminantes pour faire avancer les revendications : féministes et donc pour l'égalité professionnelle avec la journée réussie du 8 mars, environnementales avec les marches pour le climat, ou salariales avec la journée de grève du 17 mars.

C'est comme toujours par la mobilisation, l'information des salarié.es, la recherche de l'unité syndicale la plus large, que ces actions sont et seront préparées et menées à bien, sans que le calendrier électoral ne conditionne l'agenda des luttes sociales : là est aussi la responsabilité du syndicalisme de transformation sociale que porte la FSU.

Dans les prochains mois, les tâches du syndicalisme seront nombreuses : continuer, quelle que soit l'issue des urnes, à porter avec les salarié.es l'ensemble des revendications, notamment à l'approche des élections législatives ; s'opposer aux projets de nouvelles régressions, notamment sur les retraites, le démantèlement du statut de la Fonction publique ou l'abandon des ambitions démocratiques pour l'éducation ; voire lutter contre de nouvelles dérives liberticides toujours possibles.

La FSU devra également poursuivre son renforcement, travailler au développement de l'adhésion et encore accroître sa représentativité à l'occasion des élections professionnelles car le syndicalisme et donc les salarié.es ont besoin d'une FSU la plus forte possible.

Le salariat a également besoin d'un syndicalisme rassemblé, au-delà de la logique des camps dont l'actuel Président et le patronat savent si bien jouer, d'où l'impératif pour la FSU de concrétiser l'objectif de rapprochement des forces de transformation sociale, sans exclusive, et d'abord avec la CGT et Solidaires.

Telles sont nos tâches, telles sont nos responsabilités.